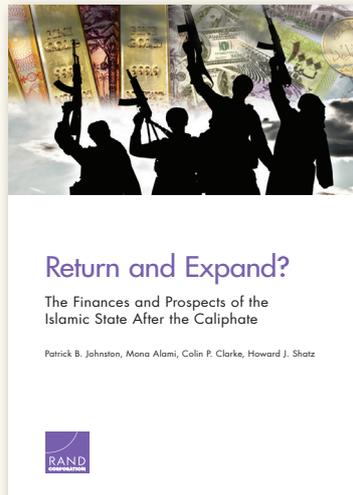




التحالف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

CRITIQUE DE LIVRE 13



Résurrection et Expansion

Financement et avenir de Daech après la chute de son califat

Auteurs: Dr. Patrick Johnston , Dr. Mona Alami, Dr. Colin P. Clarke, Dr. Howard J. Shatz

Mai 2020

w w w . i m c t c . o r g



Critique de livre

Une publication mensuelle - Département Général de la Planification et de la Coordination

Superviseur général

Le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi

Secrétaire Général de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme

Rédacteur en chef

Le Colonel Hassan Al-Amri

Directeur du Département de la Planification et de la Coordination

Conception, réalisation et édition

Société Taoq pour la Recherche et les Médias



Courriel: info@taoqresearch.org

Téléphone: +966 114890124



Critique de livre

Résurrection et Expansion Financement et avenir de Daech après la chute de son califat

En Mars 2019, Daech a été expulsé des derniers territoires dont il s'est emparé en Irak et en Syrie, équivalant à la taille de la Grande-Bretagne. Est-ce à dire que c'est la fin de l'organisation? Cela dépend en fait de la situation financière de l'organisation et de ses alternatives futures. C'est ce que cette étude cherche à explorer en examinant en détails la manière dont l'organisation a collecté et dépensé ses fonds, en analysant l'expérience financière du groupe dans le passé et ses attentes à l'avenir, et en surveillant l'impact de cela sur la possibilité de l'émergence à nouveau du groupe.

L'étude a été faite par une équipe du Centre International pour la Politique de Sécurité et de Défense de la «RAND Corporation», qui mène des recherches et des analyses au profit de nombreux organismes du gouvernement américain, tels que le Pentagone, les Chefs d'État-Major Interarmées, les Agences de Défense, les Marines et les Services de Renseignement Américains, ainsi que les gouvernements et les institutions étrangères alliés.

Les auteurs du livre affirment que Daech (EI) tentera inévitablement de revenir sur la scène, ce qui nécessite du financement. Aussi, agira-t-il comme dans le passé en diversifiant ses sources de revenus. L'EI a démontré sa capacité à collecter des fonds grâce à des activités criminelles, quoiqu'il semble posséder d'importants actifs, mais dans sa situation actuelle en tant qu'insurrection et non en tant qu'autorité régionale, comme il l'était auparavant, ses dépenses seront certainement moindres. L'EI a gagné des milliards de dollars de revenus, qu'il a utilisés pour envahir des territoires, créer une sorte d'État autonome, gérer la vie de millions de ses habitants et mettre sur pied une armée qui a mené des opérations terroristes meurtrières à travers le Moyen-Orient et le monde.

Une campagne militaire multinationale a réussi à détruire et à éliminer l'EI, mais les rapports indiquent que le groupe est toujours actif dans de nombreuses régions de l'Irak et de la Syrie, et qu'il dispose toujours de revenus quoiqu'à un niveau inférieur à ce qu'ils étaient auparavant. Au début de 2019, les rapports indiquaient que Daech a conservé plus de 400 millions de dollars d'actifs. Le slogan de l'organisation était au cours de son pseudo-califat «toujours présent et en expansion». La question est maintenant de savoir si l'organisation pourra assurer «Résurrection et Expansion»?

Ressources financières de Daech

L'EI jouissait de flux financiers énormes et diversifiés, qui variaient entre un milliard et deux milliards de dollars par an au plus fort de son contrôle de vastes étendues de terres syriennes et irakiennes. Il a travaillé à collecter des fonds auprès de sources locales au lieu de dépendre de dons extérieurs, et a mis la main sur les revenus des champs pétroliers et gaziers, imposé des taxes locales, et procédé à la vente d'antiquités. Cependant, en 2017, la zone contrôlée par l'organisation a diminué de 60% et ses revenus ont régressé de 80%. Malgré la fin de l'EI qui a perdu le contrôle sur les terres, on craint toujours qu'il tienne des registres sur les individus qui étaient sous son contrôle et qu'il puisse les utiliser pour accroître ses revenus par des moyens terroristes sans avoir besoin de contrôler des terres. L'organisation sera effectivement toujours en mesure de lancer des attaques complexes tant qu'elle a de l'argent et du soutien.

Ressources post-califat

Après l'effondrement de son État, l'EI a fait preuve de détermination et de flexibilité, ce qui indique qu'il peut ressusciter de ses cendres. L'organisation a restructuré son organigramme financier et sécuritaire non seulement pour accroître ses revenus, mais également pour transférer ses fonds.

Le pétrole est resté une source de revenus pour l'organisation longtemps après avoir perdu le contrôle des principaux champs pétroliers. Un rapport publié par le gouvernement américain fin 2018 a indiqué que le chantage, la contrebande et la vente de produits pétroliers sont les principales

sources de revenus de l'organisation. Ainsi, la Coalition a signalé que quatre membres du réseau pétrolier et gazier de l'organisation avaient été tués lors des opérations de Mai 2018, dans la vallée de l'Euphrate en Syrie. Un rapport publié par le Conseil de Sécurité International, fin Juillet 2018, a indiqué que l'EI a repris le contrôle des champs de pétrole dans le nord-est de la Syrie et a continué d'en extraire du pétrole, que ce soit pour son usage personnel ou pour la vente à la population locale.

Fin Décembre 2018, les médias indépendants ont confirmé que l'EI contrôlait les gisements de pétrole du gouvernorat de Deir Ezzor en Syrie, et jusqu'à Octobre 2018, l'organisation continuait de transférer et de maintenir des fonds.

Entre le 7 et le 9 Octobre 2018, les forces d'opérations spéciales irakiennes et les forces antiterroristes dans la région du Kurdistan, en coopération avec les forces de la coalition, ont arrêté dix membres du réseau Financier Al-Rawi liés à l'EI à Bagdad et Erbil. En Décembre 2018, les documents ont révélé l'existence d'importants réserves et investissements appartenant à Daech dans de nombreuses entreprises légales. Selon un rapport publié dans les médias irakiens sur ces documents, l'organisation a gagné près de 280 millions de dollars en investissements dans les secteurs de l'immobilier, de la pisciculture et du commerce automobile.

Les analystes ont commencé à remarquer le changement dans la façon dont Daech générait ses fonds, et à la fin de 2018 et au début de 2019, il y avait diverses estimations concernant les actifs de l'organisation, dont l'une les évaluait à 400 millions

de dollars. Après que l'organisation a été expulsée des villes qu'elle contrôlait jusqu'en 2018 et qu'elle a cessé de prendre en charge leurs dépenses, l'investissement de ces fonds dans des entreprises légales est devenu l'un des moyens pour l'organisation de les préserver et même de les développer. Dans certains cas, les propriétaires d'entreprise qui investissent ces fonds peuvent ne pas être au courant de leurs origines, et dans d'autres cas, ils peuvent en être au courant et désirent ardemment en soutirer des bénéfices supplémentaires, ou bien il se peut qu'ils en soient au courant mais qu'ils sympathisent avec l'organisation. Les rapports médiatiques signalent, citant le gouvernement régional du Kurdistan, que certains de ces avoirs ont été enterrés en Irak et en Syrie.

Les rapports sur le passage de l'EI aux projets d'investissement illégal et à la possession d'entreprises sont encore limités. Les activités signalées montrent que l'organisation reste en mesure de se livrer à une activité criminelle financière sophistiquée pour garder sa machine de guerre secrètement revigorée et reconstruire le groupe.

Transfert de fonds

Il semble que Daech transfère ses fonds en utilisant des institutions financières informelles, telles que celles avec lesquelles le réseau Al-Rawi traite. En Décembre 2016, le Trésor américain a imposé des sanctions à «Fawaz Muhammad Jabir al-Bardawil al-Rawi», qualifié de l'un des principaux bailleurs de fonds de Daech, par le biais de sa société de change «Hanifa», dans la ville syrienne d'Abu Kamal. C'était la première fois que le Département du Trésor identifiait une institution de services financiers liée à Daech. En Juin 2017, le Trésor a imposé des sanctions à la société de change «Al-Kawthar» et à son propriétaire, «Omar Al-Kubaisi», qui était lié à l'EI, à la suite du suivi de dépôts et de retraits avec la société «Hanifa», dont le propriétaire, Al-Rawi a été tué deux jours plus tard lors d'une frappe aérienne le 16 Juin 2017.

D'autres méthodes de transfert de fonds sont à la disposition de l'EI. En Mars 2019, on a découvert

un réseau de plus d'un millier de combattants de l'organisation, dont chacun a fait passer en contrebande 25000 dollars de la Syrie vers l'Irak, à partir de Septembre 2018. Les sources de sécurité ont estimé le total de la contrebande à plus de deux cent millions de dollars. Le rapport des Nations Unies publié en Février 2019 mentionnait également des fonds de Daech transférés en contrebande vers des pays voisins de l'Irak et de la Syrie, mais ne décrivait pas comment se faisait la contrebande.

Reconstruction

Daech a fait face à de nombreux défis et constitué une menace constante tout au long de son histoire avec ses différentes astuces et dénominations, avant même de prendre le contrôle des territoires et de déclarer son Califat, sa structure organisationnelle fixe, a renforcé sa capacité et sa viabilité, malgré les taux de roulement élevés parmi ses hauts dirigeants.

Lorsqu'un haut dirigeant était tué ou capturé, d'autres étaient prêts à prendre sa place. L'autonomie accordée à certaines parties de l'organisation accroît sa capacité à s'adapter rapidement aux circonstances changeantes. Daech a appliqué cette capacité à s'adapter à sa politique financière, bénéficiant de diverses opportunités de collecte de revenus à mesure que les conditions changent sur le terrain.

Dès le début de 2019, il y avait des signes clairs que l'organisation a rallié ses troupes. Dans toutes les régions du gouvernorat de Kirkouk en Irak, ses combattants ont construit de faux points de contrôle pour tendre des embuscades aux forces de sécurité irakiennes opérant dans la région. Ils ont détruit des camions citernes de pétrole et ciblé des civils chiites à Kirkouk, Diyala, Salahuddin et d'autres provinces irakiennes. En Syrie, l'organisation a conservé la capacité de mener des attaques complexes et soudaines dans tous les territoires contrôlés par l'opposition ou le gouvernement. Elle a continué de combattre les forces du régime dans les gouvernorats de Hama et Homs.

Elle a également maintenu sa capacité à recruter de nouveaux combattants, ce qui l'a aidé à se maintenir malgré ses pertes sur le champ de bataille. Certes, le processus de recrutement est lent et les nouvelles recrues sont souvent des autochtones de Syrie et d'Irak, à cause des restrictions sur les voyages des jeunes gens d'Europe et d'Occident, ce qui était le cas avant la proclamation du califat.

Le livre qualifie Daech suite à sa défaite d'insurrection de bas niveau, incapable de vaincre le gouvernement et de contrôler en permanence des territoires, même si ce type d'insurrection crée des conflits à long terme. La défaite du califat du groupe a été une réalisation importante, mais elle ne s'est pas directement traduite par la défaite de l'insurrection qui a pu se réorganiser, et l'accès continu du groupe aux ressources financières peut le maintenir en vie et lui permettre de profiter de l'échec du gouvernement en Irak ou en Syrie, ou dans tout autre pays de la région qui souffre d'un degré élevé d'instabilité politique.

Avenir financier de Daech

L'organisation a enregistré une forte baisse de ses dépenses après la perte de ses territoires et la chute de ses revenus. Elle s'est réorganisée en réduisant ses dépenses de façon significative de trois manières:



L'organisation a été confrontée à une attaque militaire sur presque tous ses fronts et lorsqu'elle a été assiégée, il lui était impossible d'affecter toutes ses ressources aux combats, car elle devait allouer des fonds pour l'administration et la gouvernance, de sorte qu'elle était confrontée au dilemme de trouver un équilibre entre les dépenses militaires et les dépenses de gestion des zones qu'elle contrôlait.

La seule chose dans laquelle l'organisation a démontré ses prouesses c'est, -selon le livre- d'avoir assuré l'équilibre entre ses revenus et ses dépenses. Même lorsque sa trésorerie était pleine de liquidités, son budget était resté discipliné, une caractéristique dont elle a bénéficié en période d'austérité. L'organisation a suivi de près ses dépenses et a tenu ses membres responsables en suivant un large éventail de restrictions et de surveillance à tous les niveaux. Le maintien de sa structure organisationnelle était une priorité absolue pour elle, car les salaires étaient les dépenses les plus élevées, ainsi que les dépenses militaires, tandis que peu était consacré aux services.

Malgré une baisse de revenus et la perte de territoires, l'organisation est toujours en mesure de lancer des attaques d'envergure, comme elle l'a fait dans la ville orientale de Deir Ezzor, fin Novembre 2018, lorsque ses forces ont tué près de 100 combattants des Forces démocratiques syriennes, soutenues par les États-Unis. On s'attend à ce qu'à l'avenir, le groupe sera en mesure de générer des revenus par l'extorsion, la corruption, le vol et le pillage.

Daech a démontré sa capacité à s'appuyer sur une variété de moyens économiques pour financer ses opérations et en dépit de ses défaites financières et fonctionnelles, il a l'expertise nécessaire pour agir en tant qu'organisation sans base territoriale, capable de lever des fonds et mener des attaques efficaces, et c'est ce qu'il faisait déjà dans sa précédente version dudit «État Islamique en Irak», à Ninive, entre 2008 et 2011.

La Coalition Internationale a fait des progrès remarquables dans la perturbation de la capacité de Daech à générer, transférer et stocker des fonds, de fin 2015 jusqu'à la rédaction de cet ouvrage en 2019. Cependant, il est peu probable que la détérioration du financement de l'EI conduise à sa désintégration. Indépendamment du contrôle sur le sol, le Groupe a toujours la capacité de s'approprier les ressources nécessaires en faisant du chantage à la population locale et en pratiquant des activités

commerciales pour se préserver, et éventuellement renouveler ses capacités perdues à court et moyen terme. Son objectif reste de rétablir sa version du califat sous sa bannière, et d'avoir le financement adéquat pour atteindre cet objectif, mais le projet de reconstruire son État ne dépend pas uniquement de l'obtention de crédit auprès d'un tiers, ni de la génération continue de revenus importants tels que ceux obtenus entre 2014 et 2015. Comme de nombreux autres groupes armés qui ont cherché à contrôler les États à travers l'histoire, Daech a eu recours à la guérilla informelle à grande échelle pour renverser les régimes et prendre le pouvoir.

Chantage des habitants

À l'avenir, l'organisation cherche à revitaliser ses sources de revenus en faisant chanter les résidents des régions où les gouvernements irakien et syrien opèrent, ou les entités alternatives telles que l'administration indépendante du nord et de l'est de la Syrie. Même lorsque ces gouvernements et autorités peuvent agir, l'EI demeure capable d'avoir de l'influence sur les gens. Un rapport des Nations Unies au début de 2019 a reconnu ce problème: «Il y a des rapports, selon lesquels, l'organisation conserve des renseignements sur les communautés locales, qu'elle pourra utiliser à l'avenir pour extorquer de l'argent des zones précédemment sous son contrôle». En ayant accès à ce type d'informations, l'organisation pourra intimider et faire chanter les civils et renouveler ses réserves de liquidités.

Profiter des travaux de reconstruction

Il existe un autre moyen pour Daech de continuer à gagner de l'argent sans avoir à contrôler le terrain. Avec la fin des conflits en Irak et en Syrie, la communauté internationale et les autorités régionales seront appelées à aider à reconstruire les villes détruites. Les organisations d'avant Daech, telles qu'Al-Qaïda en Irak et le soi-disant État Islamique en Irak, ont fait du chantage aux

entreprises de construction et à d'autres entités lors des travaux de reconstruction des villes, des villages et des localités, en particulier entre 2008 et 2011, bien que ces groupes ne contrôlaient aucune zone en ce moment, Daech se devrait donc de répéter le même scénario au cours des prochaines années, lorsque la reconstruction commencera dans les zones déchirées par la guerre en Irak et en Syrie.

Actifs et autres ressources

Daech a de nombreuses autres sources de revenus, dont la vente d'antiquités par le biais de réseaux de contrebande et de courtiers, tout comme l'enlèvement contre rançon, en profitant des données personnelles qu'il a collectées sur la population qu'il dirigeait autrefois. Il est bien établi que l'EI dispose d'importants actifs financiers, dont certains sont investis dans des entreprises légales qui peuvent lui fournir un flux de revenus stable pendant des années.

Ne pas permettre la résurrection de Daech

S'assurer que le groupe Daech ne puisse pas renaître de ses cendres nécessite plusieurs efforts concertés dont: La lutte contre le financement du terrorisme, la collecte d'informations nationales et internationales, l'application des lois, la reconstruction, un meilleur gouvernement en Syrie et en Irak, et enfin l'action militaire.

Les mesures les plus importantes en Irak et en Syrie seront la collecte de renseignements locaux et l'application des lois. Les autorités devront identifier les entreprises qui ont investi dans les structures de Daech, connaître les sites de stockage d'argent, les sociétés de change et de transfert de fonds qui ont coopéré avec l'organisation. Jusqu'à fin 2018, l'EI disposait d'un réseau de services monétaires, d'envois de fonds et de facilitateurs financiers qui finançaient le terrorisme à travers le Moyen-Orient. L'application des lois et le renseignement local ont un impact potentiellement important,



susceptible d'assurer la sécurité de la population et garantir que les fonds de reconstruction ne seront pas extorqués. Les actions contre les institutions financières liées à l'EI nécessiteront la collecte d'informations internationales et une véritable coopération entre les pays de la région. Il faut garantir un environnement dans lequel les personnes se sentent en sécurité lorsqu'elles informent les autorités des activités du groupe et s'assurent qu'elles ne pourront pas bénéficier des contrats de reconstruction et y participer.

Le processus de reconstruction peut également aider à réduire les chances de résurrection du groupe Daech, auquel les gens ont adhéré, ainsi qu'à d'autres groupes, pour diverses raisons, dont la pauvreté en serait une et pas la plus importante, car la précarité financière conduit certaines personnes à rejoindre ces organisations. Aussi, la stabilité et la reconstruction seront-elles les éléments les plus importants pour protéger l'Irak et la Syrie contre la résurrection de Daech.

De même, garantir que l'EI ne ressuscite pas nécessite un meilleur gouvernement. La réapparition de Daech, entre 2009 et 2013, dans certaines parties de l'Irak et de la Syrie, avait plusieurs raisons, dont notamment la présence de

gouvernements autoritaires. En Irak, les groupes armés ont profité de la colère de la communauté sunnite, privée de ses droits et de la répression à laquelle les manifestations pacifiques ont fait face, ce qui a engendré une rébellion armée.

Les personnes qui ont été forcées de coopérer avec Daech en Irak peuvent faire face à une double menace. D'une part, l'EI peut les faire chanter en menaçant de les dénoncer aux autorités gouvernementales, et d'autre part, ils peuvent faire face à un danger juridique de la part de responsables gouvernementaux, ou à des représailles de la part de milices à dominance chiite, connues sous le nom des Unités de Mobilisation Populaire. Les incursions de ces unités, les arrestations et les raids des forces régulières du gouvernement irakien aux points de contrôle, dans les zones qui étaient sous le contrôle de l'EI, pourraient exacerber les troubles existants et renouveler les griefs des Arabes sunnites qui sont retournés dans ces zones.

En Syrie, la situation est pire. La campagne militaire du gouvernement Assad comprenait des bombardements violents à grande échelle de zones civiles et l'utilisation d'armes chimiques. Le gouvernement semble avoir participé à une campagne systématique de massacres. Le

gouvernement a pris des mesures pour confisquer les biens de ses opposants, des réfugiés et des personnes déplacées, qui représentent au moins la moitié de la population du pays avant la guerre, et dans certains cas, des maisons et des appartements ont été offerts à des combattants chiites étrangers d'Afghanistan, du Pakistan, d'Irak et du Liban.

Solution militaire

L'action militaire demeure à cet égard indispensable, car la guerre contre l'EI a montré les limites de la lutte contre le financement du terrorisme, les sanctions n'étant pas suffisantes pour arrêter les progrès du groupe, même les frappes sur les infrastructures pétrolières et les fonds stockés n'ont pas paralysé l'organisation, en dépit des pertes subies. Il faudra encore une action militaire concertée et déterminée pour éliminer un grand nombre des cellules de l'organisation en Irak et en Syrie, protéger les frontières et conserver les terres pouvant être reprises par le mouvement.

Le rôle principal des États-Unis d'Amérique, selon les auteurs, est de poursuivre ses activités de lutte contre le financement de l'EI en suivant les flux de fonds de l'organisation, en sanctionnant ses bailleurs de fonds et les institutions financières associées et en coopérant avec les Banques Centrales Régionales et les Services de Renseignement Financier, dans ce domaine. Le financement de l'EI peut, également,

impliquer une composante militaire. Dans le passé, les ressources financières de l'organisation se sont détériorées à cause des mesures militaires, telles que l'arrestation ou le meurtre de membres de l'organisation, et le lancement de frappes aériennes contre ses installations et ses sites de stockage. Ces procédures ont révélé un ensemble de documents présentés en tant que preuves importantes sur les activités de financement et ont conduit à d'avantage de mesures contre le groupe.

En fin de compte, les auteurs affirment que Daech est une Organisation Terroriste riche, mais son État était pauvre, et bien qu'elle ait, actuellement, beaucoup moins d'argent qu'elle n'en avait auparavant, il est important de se rappeler que ses dépenses sont maintenant à un niveau minimum, par rapport à ce qu'elles étaient jusqu'en 2017, quand Daech essayait de préserver les derniers vestiges de son État. Avec la perte des dernières terres qu'il contrôlait, le Groupe n'avait plus d'administration responsable des services de santé, d'éducation, des salaires municipaux et des travaux publics. En échange de la perte des ressources qu'elle obtenait de son contrôle sur le terrain, l'Organisation a considérablement réduit le budget de fonctionnement, ce qui lui a permis de se suffire avec les fonds restants pour acheter du matériel et rester un mouvement terroriste secret capable de lancer des campagnes de guérilla en Irak et en Syrie.

Auteurs

Dr. Patrick B. Johnston Politologue en chef de RAND, ses recherches et analyses portent sur le terrorisme et l'insurrection, les économies illicites et le financement des menaces. Il a une expérience particulière sur Daech et les conflits aux Philippines. Il a témoigné devant les Comités du Congrès Américain et le Parlement Canadien, en tant qu'expert, lors des audiences sur l'EI (Daech), et le financement du terrorisme. Il est titulaire d'un Doctorat en Sciences Politiques de l'Université de Northwestern et a reçu des bourses au Harvard Kennedy College, à l'Université de Stanford et à l'Institut Américain de la Paix.

Dr. Mona Alami Journaliste libano-française, boursière non résidente dans les programmes du Moyen-Orient à la Rand Corporation et co-boursière au Centre Roi Faisal pour les Recherches et les Études Islamiques à Riyad. Elle est spécialiste des problèmes politiques et économiques en Jordanie, en Égypte, au Liban, en Syrie, au Soudan et dans le Golfe. Elle a fait des recherches approfondies sur les mouvements extrémistes. Elle est titulaire d'un Doctorat en Géo-politique de l'Université de Lumière Lyon. Elle écrit en anglais, en français et en arabe.

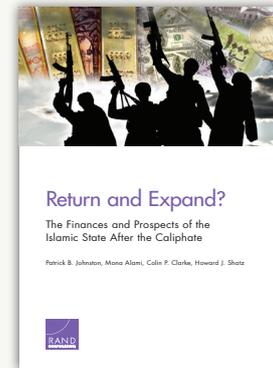
Dr. Colin P. Clarke Politologue à la Rand Corporation, concerné par l'étude du terrorisme, des insurrections et des réseaux criminels. Il a fait des études sur le financement de Daech, l'avenir du terrorisme, la criminalité transfrontalière et les enseignements tirés de tous les mouvements rebelles, entre la fin de la Seconde Guerre Mondiale et 2009.

Il est membre associé du Centre International de Lutte Contre le Terrorisme (ICCT), à La Haye, membre du réseau d'experts de l'Initiative Mondiale pour Combattre le Crime Transnational Organisé, et Professeur à l'Université Carnegie

Mellon où il enseigne des sujets liés au terrorisme, à l'insurrection et à l'avenir de la guerre.

Dr. Howard J. Shatz Économiste en chef à la Rand Corporation et Professeur à l'Ecole de Hautes Études Pardee Rand. Il est spécialisé en économie internationale, économie et sécurité nationale. Il a obtenu son doctorat de l'Université Harvard. Il a exercé en tant que chercheur à l'Institut de Politique Publique de Californie et consultant auprès de la Banque Mondiale, sur des projets consultatifs, pour des pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie du Sud.

Résurrection et Expansion Financement et avenir de Daech après la chute de son califat





CRITIQUE DE LIVRE 13



الائتلاف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

  @IMCTC_AR | @IMCTC_EN | @IMCTC_FR

www.imctc.org